

Étude Institut Terram : « Infrastructures invisibles : ce que les Français disent de leurs réseaux du quotidien »

Les infrastructures du quotidien – routes, réseaux d'eau, ouvrages d'art, assainissement – forment le socle invisible de la vie collective. L'étude conduite par l'Institut Terram interroge le regard que les Français portent sur ces réseaux : leur état, leur entretien, leur financement et leur valeur symbolique. Elle révèle une opinion lucide, attachée à la fiabilité plus qu'à la nouveauté, à la transparence plus qu'à la promesse. Dans un contexte de contrainte budgétaire et de défiance politique, l'entretien apparaît comme un acte de gouvernement et un levier de confiance démocratique.

I. Les infrastructures invisibles, miroir des fractures françaises

Les réseaux du quotidien (routes, eau, assainissement, électricité) forment la trame invisible de la vie collective.

- 56 % des Français constatent des dégradations de voirie dans leur commune, 28 % des pannes de réseaux enterrés et 26 % des problèmes d'assainissement.
- Ces constats dessinent des fractures territoriales (surcharge et fragilité dans les zones urbaines ; sentiment d'abandon dans les territoires ruraux), bien que les fractures soient plus générationnelles et sociales : **80 % des jeunes** ont été confrontés à une défaillance d'infrastructure, contre 66 % des plus de 65 ans.
- Enfin, la perception est politisée : pour les électeurs de gauche, l'infrastructure dégradée symbolise un défaut de soin public ; pour ceux de droite, elle incarne un affaiblissement de l'ordre matériel.

Les infrastructures deviennent des indicateurs de l'égalité républicaine et du lien civique.

II. Les mécaniques de l'opacité et les limites de l'action publique

Les Français peinent à identifier qui entretient, décide ou finance leurs réseaux.

- **61 % se disent mal informés** sur l'état des infrastructures ; ce déficit de lisibilité est plus fort en zones rurales et chez les femmes.
- La complexité des compétences (commune, intercommunalité, département, État) nourrit la confusion.
- 56 % des répondants demandent une information claire, accessible et régulière, préalable à toute participation citoyenne.
- L'action publique reste jugée globalement correcte, mais sous contrainte : 57 % estiment que les infrastructures sont bien prises en compte, malgré des moyens jugés insuffisants.

La transparence devient une exigence démocratique : sans visibilité, pas de confiance.

III. Entretien pour gouverner : la fabrique du consentement local

Les citoyens plébiscitent une hiérarchie claire : le nécessaire avant le démonstratif.

- 59 % estiment qu'inaugurer un aménagement visible (place, esplanade) alors que les réseaux sont dégradés est une erreur de priorité.
- La voirie (51 %) et les réseaux d'eau et d'assainissement (34 %) sont les premiers domaines jugés prioritaires, et à prioriser par rapport à d'autres dépenses comme dans la culture et le sport.
- **53 % accepteraient une hausse temporaire d'impôt** pour financer l'entretien des infrastructures, à condition de clarté et d'efficacité, et plus particulièrement les sympathisants de gauche et les plus diplômés.

L'entretien devient un acte politique, un critère de crédibilité et un levier de consentement fiscal.

IV. L'écologie de l'entretien : vers une politique de la sobriété et de l'adaptation

Les Français redéfinissent l'écologie comme une écologie du concret :

- 65 % valorisent l'économie des ressources et 61 % le bon entretien pour éviter pertes et fuites.
- **67 % préfèrent « entretenir et prolonger »** (mieux exploiter l'existant) plutôt que « transformer et innover » (construire de nouveaux aménagements ou des aménagements 'gadgets').
- L'eau concentre les priorités d'adaptation (37 %), avant la gestion des eaux pluviales et l'isolation des bâtiments publics.
- L'urgence est réelle : **48 % jugent prioritaire d'adapter les réseaux aux effets du changement climatique.**

L'entretien, plutôt que de nouvelles constructions, devient une forme de transition écologique, fondée sur la continuité et la sobriété plutôt que sur la rupture.

V. Municipales 2026 : l'entretien comme promesse de gouvernement

La qualité des infrastructures devient un test de crédibilité politique locale.

- **88 % des Français veulent que les sujets d'eau, de voirie et de réseaux figurent au cœur de la campagne municipale.**
- 57 % placent l'entretien en tête des priorités d'action locales, loin devant les aménagements visibles (33 %).
- L'électorat, tous bords confondus, plébiscite une politique de maintenance plutôt que de grands projets.

Le programme municipal devient un contrat de maintenance : la fiabilité comme socle de confiance civique. Les Français demandent moins de projets spectaculaires que de preuves tangibles de présence et de fiabilité. L'entretien devient ainsi le langage commun entre élus et citoyens – la manifestation la plus concrète du soin apporté au collectif.